

# **Manifeste pour un Stop béton maintenant !**



Jour après jour, la dégradation des conditions de vie sur terre s'accélère, en Wallonie comme ailleurs. Il est temps de faire front ensemble dans nos rues, nos campagnes et villages, nos villes et nos quartiers et d'occuper le terrain, pour montrer que d'autres manières de concevoir et d'habiter le monde sont possibles !

## **A. La maison brûle et les politiques d'aménagement attisent les flammes**

La planète surchauffe et le climat perd la boule, le vivant s'effondre, les terres nourricières disparaissent, les agriculteurs souffrent et de plus en plus de gens ne trouvent plus à se loger dans des conditions décentes et financièrement abordables.

Climat, environnement, agriculture et logement. Quatre crises. Distinctes, aux origines multiples mais liées par au moins **une cause commune** : la manière dont nos territoires sont « aménagés » - en réalité « brutalisés » - et soumis aux logiques de profit, avec le béton et l'asphalte aux avant-postes.

### **Le Plan de Secteur, une arme de destruction massive**

Le Plan de Secteur, mis en œuvre au milieu des années 1980, cartographie toutes les parcelles du sol wallon et leur assigne une affectation. Dominée dès l'origine par la volonté d'urbaniser, cette division du territoire ignore superbement des enjeux devenus aujourd'hui fondamentaux. Elle a ainsi condamné à la disparition près de 1100 km<sup>2</sup> de terrains vivants - bois, champs, pâtures, ... - en les convertissant en zones à bâtir.

En 40 ans, **plus de la moitié de ces espaces ont été construits ou artificialisés**, sous la forme de lotissements, de zonings industriels, de zones commerciales, ... A titre de comparaison, ces 575 km<sup>2</sup> transformés, c'est la superficie cumulée des 5 principales villes wallonnes (Charleroi, Liège, Namur, Mons, La Louvière). C'est aussi celle de 82 000 terrains de football ! Au rythme actuel, il ne restera absolument plus rien des 1100 km<sup>2</sup> initiaux en 2066.

En même temps, les politiques publiques ont activement favorisé l'étalement urbain. Les routes et autoroutes étendent sans cesse leurs tentacules, elles rendent de plus en plus incontournables l'usage de la voiture et des camions et permettent de construire toujours plus loin. C'est le résultat de la volonté convergente d'entreprises de construction, de sociétés immobilières et de grands groupes automobiles, qui ont déployé toute leur puissance pour imposer à la société un imaginaire fondé sur la « maison à quatre façades et deux voitures » et le confort qui y est associé.

Cette consommation frénétique de terres a des effets dévastateurs.

### **L'artificialisation des terres est une catastrophe environnementale et climatique**

- Elle détruit et fragmente les habitats naturels, des phénomènes à l'origine de l'effondrement de la **biodiversité** ;
- Elle détruit les terres agricoles, mettant en péril notre **souveraineté alimentaire** et les paysan·ne·s qui nous nourrissent ;
- Elle détruit des forêts et des prairies, des alliées nécessaires pour lutter contre le **dérèglement climatique** ;
- Elle détruit des espaces verts vitaux pour le **bien-être** et la santé de la population.



## L'étalement urbain est une catastrophe écologique et sociale

- Il accentue notre dépendance à la voiture et au camion, responsables du dérèglement climatique et de la dégradation de la santé humaine (pollution de l'air, bruit, ...).
- Il est socialement injuste, parce que :
  - Ce sont **les collectivités qui paient** pour le développement d'infrastructures (réseau routier, gaz, électricité, égouttage, ...) dans les zones à bâtir, essentiellement au bénéfice des promoteurs et des industriels ;
  - Il assure la domination de grands groupes immobiliers et financiers visant un profit maximal et donnant pour cela la priorité à la création de logements au coût et/ou au loyer **inaccessible aux personnes à faibles revenus**.
  - Il vide en partie les villes des couches aisées ou moyennes qui migrent vers des communes de plus en plus éloignées. Cet exode appauvrit ces villes et menace leurs budgets sociaux. Et au final, **ce sont les plus démunis qui trinquent encore**, relégués dans des quartiers de plus en plus insalubres, mal équipés et insécurisés.

### B. Une campagne active pour une vraie rupture

#### L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire

Les pouvoirs publics wallons se sont peu à peu engagés à agir pour freiner l'artificialisation des sols et l'étalement urbain. Mais les mesures (floues et timides) et le calendrier (« zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050) ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux ! L'urgence des dangers climatiques et environnementaux exige non pas une transition lente et mesurée, mais une **rupture franche et rapide**. Pour nous-mêmes, mais surtout pour les générations à venir, ces pratiques du passé doivent cesser !

Aux dangers menaçants et aux demi-mesures inefficaces, la campagne **Stop Béton Maintenant!** veut opposer une réaction radicale et structurelle. Pour réussir, elle doit mobiliser une partie croissante de la population afin de contraindre les décideurs politiques à changer. Par conséquent, elle appelle à une forte mobilisation citoyenne et à la formation d'alliances et de solidarités avec les acteurs de terrain déjà impliqués dans ces problématiques.

#### Agir ensemble

À l'initiative de cette campagne, le réseau **Ocupons le Terrain** est né en 2018 du regroupement de collectifs de citoyen·ne·s opposé·e·s à des projets – immobiliers, industriels, commerciaux, touristiques... - jugés inadaptés et dangereux par les populations locales.

Au fil des années, à travers nos mobilisations et nos rencontres, nous avons réalisé que les victoires partielles et les mobilisations sans cesse recommencées, ici et ailleurs, ne suffisent pas et qu'une réponse structurelle de fond est nécessaire. Nous avons aussi pris conscience que notre combat ne se limite pas à la défense de territoires locaux, mais s'inscrit dans une lutte plus large pour un monde solidaire.

#### Nos revendications

Une campagne efficace part des constats pour poser des revendications claires et des actions concrètes.



Les revendications que nous portons visent à concilier 4 objectifs :

- La préservation de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie des habitant-e-s
- La préservation de nos terres agricoles et de leur fonction nourricière afin de nourrir la population sainement et localement
- Le développement de logements abordables et de qualité pour tous et toutes
- L'implication des citoyen-ne-s en amont des différentes étapes de planification et d'aménagement du territoire

L'arrêt immédiat de l'artificialisation et de la bétonisation des terres est au cœur de notre campagne **Stop Béton Maintenant !**

### Nos actions

Forts de la volonté de la cinquantaine d'associations et de collectifs qui constituent aujourd'hui le réseau Occupons le Terrain et de la coopération avec d'autres associations et mouvements, nous avons donc décidé de lancer cette campagne.

Nous construisons ensemble un calendrier d'actions et de mobilisations afin de promouvoir nos revendications aux niveaux communal et régional.

Ces actions débuteront pendant les périodes de campagne électorale de juin et octobre 2024, et se poursuivront bien au-delà, sous des formes les plus diverses. Nous voulons qu'elles conduisent à un renforcement d'un mouvement de résistance réelle et ancrée pour assurer l'avenir de territoires vivants.

### Avec vous !

Pour en savoir plus sur cet agenda dynamique, visitez notre site [www.occuponsleterrain.be](http://www.occuponsleterrain.be).

Notre campagne **Stop Béton Maintenant !** vous interpelle ? Vous êtes un-e citoyen-ne, une association, un collectif, ... ? Vous souhaitez en savoir plus ? Vous souhaitez vous impliquer à nos côtés ? Contactez-nous dès à présent via l'adresse mail [contact@occuponsleterrain.be](mailto:contact@occuponsleterrain.be).

Le nombre fait la force !

**Passons à l'action et « Occupons le terrain » ensemble pour démontrer que d'autres façons de concevoir et d'habiter le monde sont possibles**





## ***Nos revendications pour un Stop béton maintenant !***

### ***Au niveau régional***

1. Réviser le **Plan de Secteur** à l'échelle wallonne d'ici 2030, afin de **protéger définitivement** les terrains définis comme constructibles présentant un intérêt environnemental et/ou agricole.
2. En attendant cette révision, **accompagner et soutenir les communes** demandant une modification du Plan de Secteur pour rendre ces terrains non-constructibles.
3. **Arrêter immédiatement tout changement d'affectation** des terrains inscrits en zone agricole/forestière/naturelle/d'espaces verts visant à les rendre urbanisables.
4. **Encadrer strictement les prix des terres agricoles afin de favoriser leur utilisation agricole juste et durable**, répondant aux besoins alimentaires de la population, notamment en **excluant** les activités non-nourricières qui y prennent place actuellement.
5. **Encadrer strictement les loyers**, et accorder des aides publiques massives pour la **rénovation** et l'**isolation** des bâtiments existants.

### ***Au niveau communal***

1. Imposer un **moratoire pour interdire les constructions** sur des terrains agricoles ou qui présentent un intérêt en tant qu'espace vert, indépendamment de leur affectation au Plan de Secteur.
2. **Élaborer ou mettre à jour les Schémas de Développement Communal (SDC)**, incluant ce moratoire, en collaboration avec les citoyen-ne-s à chaque étape de la procédure.
3. **Améliorer l'accès à l'information** lors des enquêtes publiques en fournissant des informations visibles et lisibles sur le site, ainsi que la publication de tous les documents sur le site web de la commune en complément de la consultation papier.
4. **Combattre activement les logements vides**, tout en **rénovant** et isolant les bâtiments existants et en **réutilisant les surfaces déjà imperméabilisées** telles que les friches industrielles et commerciales, ainsi que les grands centres commerciaux avec leurs immenses parkings.
5. **Protéger rigoureusement les terres agricoles publiques** et les utiliser pour encourager l'installation de nouveaux agriculteurs et le développement de projets agroécologiques.